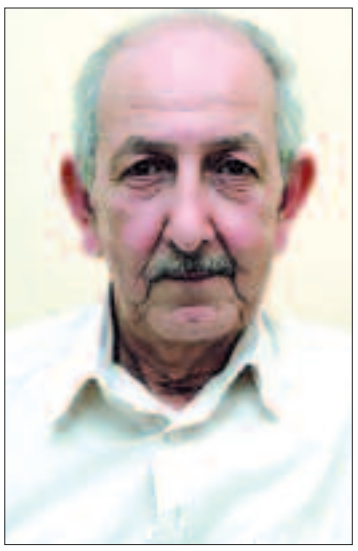
Le Soir
PANORAMA

LETTRE DE PROVINCE

Escapade de Mzab et millésime 2009



Par Boubakeur Hamidechi
hamidechiboubakeur@yahoo.fr

Il est presque louable que le chef de l'Etat se soit, une fois de plus, abstenu d'adresser des vœux du nouvel An aux Algériens. Comme les 31 décembre précédents, il s'est satisfait du paraphe de la loi de finances tout en ne souhaitant pas déroger à ce qui fait sa tradition. Que le millésime 2009 présente une certaine opportunité politique ne l'a finalement changé ni de style ni l'a convaincu de rompre exceptionnellement avec le silence où il s'est installé par calcul.

Du point de vue des codes de la communication politique, il a continué à obéir à sa stratégie. Et encore une fois, il joue juste à l'aube d'une année majeure. Econome de ses propres annonces, il est parvenu en moins de deux ans à imposer, aux institutions et aux partis, son temps politique et le timing de ses décisions.

Ce n'était donc pas à un changement ordinaire de calendrier qu'il fallait l'attendre ni même espérer l'entendre. Surtout que sa sagacité légendaire, (bonifiée paradoxalement par les revers patents qui ont ponctué jusque-là son pouvoir), lui a appris à se méfier des effusions discursives qui pourraient être interprétées comme des aveux.

Face à un pays à cran et vacciné contre les tartuferies soulignant l'exercice des vœux, n'a-t-il pas opportunément choisi la classique formule pour se manifester ? Une escapade en province et une ou deux formules appuyées, lancées à la cantonade pour occuper la presse ne lui ont-elles pas suffi à clore l'année où s'est commis le péché capital envers la Constitution ? Le voyage de Ghardaïa n'est-il justement pas une façon de faire oublier son 12 novembre 2008 et en même temps constituer le prélude de sa future campagne ?

Rappeler par conséquent que les visites présidentielles à l'intérieur du pays ne sont en vérité que du marketing d'image, c'est énoncer simplement un poncif. Car à l'évidence, ce n'est jamais à travers l'apparat caractérisant ces courts voyages que se mesure la bonne gouvernance des territoires. Celle-ci étant une préoccupation permanente des ministres qui en évaluent, en temps réel, la qualité et d'un Premier ministre qui synthétise annuellement l'ensemble des séquences, comment alors peut-on faire accroire que les rarissimes présences d'un président dans les provinces suffisent, comme par magie, à mettre de l'ordre à partir de quelques incantations ? Ce serait faire passer abusivement sous silence le fait que la fonction présidentielle s'inscrit dans la durée que lui confère la loi fondamentale et qu'elle ne se juge que dans la globalité du mandat. Autrement dit, attribuer à chaque déplacement du chef de l'Etat un sens autre que politique ne relève, ni plus ni moins, que de la manipulation des opinions.

Comme ses prédécesseurs, l'actuel président n'y est jamais allé nulle part sans avoir pour unique but d'être glorifié dans sa personne. Sous le sceau de la sollicitude du pouvoir central pour les terres lointaines, il en a toujours été ainsi. Celui de ne quitter jamais le palais que pour organiser à son profit des allégeances pseudo-populaires qu'il présente, sous une fausse humilité, de mission magistrale d'inspection.

C'est du moins sur cette base que, depuis des décennies, s'est établi le rapport des régimes avec les régions. Et, par voie de conséquence, que se déploient le rituel tapageur et le clinquant des bains de foule. C'est également pour les mêmes raisons et des calculs semblables qu'aucun des présidents qui se sont succédé n'a voulu s'en priver jusqu'à devenir de nos jours le signe de reconnaissance du système politique algérien et sa perpétuation.

De Ben Bella à Bouteflika, les ingrédients n'ont guère changé ou si peu. C'est-à-dire en pire. D'abord poser quelques pierres pour d'hypothétiques réalisations qui, deux fois sur trois, ne verront pas le jour, ensuite caresser démagogiquement l'esprit de clocher en dissertant sur son génie particulier et enfin agréer des comités de soutien que dans son infinie «neutralité» l'administration de la wilaya a pris soin de mettre en place plus tôt. L'apothéose qui conclut cette mise en scène est écrite une seule fois pour toutes afin d'être dupliquée en autant de destinations. Elle s'appelle la «moubayaâ» populaire avec tous les artifices qu'elle exige : folklore local, youyous de professionnelles prébendées et fonctionnaires réquisitionnés pour faire la haie d'honneur.

Malgré son archaïsme, cette recette est toujours au goût du jour de nos dirigeants. Eux qui continuent à croire que «le pays profond», comme il s'écrit lyriquement, est par définition l'antidote du microcosme de la capitale dont la grogne et la rogne leur semblent excessives. Sauf qu'ils oublient que ce distinguo du passé a depuis longtemps été balayé par leur propre incurie. Ces terres lointaines, où l'on venait chercher du soutien par la démagogie, ne sont désormais plus en décalage avec le mécontentement qui enfle à proximité du pouvoir. Dans sa globalité, l'Algérie de 2009 réagit à l'identique. Que l'on réside à la banlieue du pouvoir ou dans la lointaine oasis du Mzab, le désenchantement est le même et la démobilisation aussi prégnante ici comme ailleurs. Les provinces qui furent souvent le meilleur bassin électoral des régimes ne votent-elles pas désormais comme la capitale ? Les taux d'abstention dans l'ensemble du territoire sont, depuis quelques scrutins, dans des fourchettes très proches et cela n'a sûrement pas échappé à l'appareil d'Etat qui craint une défection plus grande en avril.

Paradoxalement, ce n'est plus l'électeur, voire la population qui nourrit la plus grande inquiétude mais bien le régime qui, lui, n'est plus certain de son destin. Les premiers sont déjà dans la désespérance quand le second est chaque jour rattrapé par les effets de son imprévoyance et son obtuse ambition. Qu'il ait prédit le retour des vaches maigres afin de tempérer les ardeurs courtisanes de son Premier ministre ne fait pas pour autant de notre président un grand visionnaire comme il le souhaite en son for intérieur. Bien au contraire, les classes sociales qui n'ont jamais connu l'opulence au temps du baril à 140 dollars lui imputent, et à lui seul, le manque de discernement qui fait de l'Algérie du 21e siècle un Etat raté. C'est peut-être la première fois où Bouteflika, en voulant recourir au «parler-vrai», a fait une faute politique.

B. H.

Le Soir sur Internet :
http:www.lesoirdalgerie.com
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Hamid, assume !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com

Je ne pensais pas commencer l'année 2009 en traitant du thème du retour en Algérie de Abdelhamid Brahimi. Mais bon, on ne peut pas faire l'impasse sur des déclarations de personnalités ayant marqué l'histoire du pays. Et monsieur le chef du gouvernement (les usages imposent de lui garder sa fonction même s'il n'est plus en poste) a marqué à l'époque l'opinion algérienne à travers ce qui avait été appelé «l'affaire des 26 milliards». Oui ! Je sais, la moitié de la population algérienne n'était pas née lorsqu'éclata ce scandale. Je ne m'étalerai donc pas sur cet épisode. Je reste sur l'actualité. Et l'actualité de monsieur le chef du gouvernement, c'est cette interview donnée aux confrères d'*El Khabar*, dans laquelle il annonce qu'il rentrera très bientôt en Algérie, et dans laquelle aussi il tient à préciser que durant son exil, il s'est abstenu de faire de la politique. Pour son retour, il est libre de revenir. Je ne vois pas pourquoi Layada serait autorisé à assister à l'enterrement de Smaïl Lamari et Brahimi empêché de refouler le sol algérien. Par contre, je suis quelque peu interloqué par la seconde affirmation. Monsieur le chef du gouvernement dit qu'il n'a pas fait de politique ces dernières années. Bizarre. J'ai sous les yeux cette interview accordée par Si Abdelhamid au journal *Maroc Hebdo International*, et datée du 15 février 1998. A une question sur la situation sécuritaire, il répond : « … Le général Mohamed Lamari, chef d'état-major, le général Mohamed Médiène, alias Toufik, et le général Smaïn Lamari, ce sont ces trois personnages qui sont responsables de tous les massacres depuis un an et demi. Ce sont ces trois généraux qui ont créé des milices dont le nombre dépasse celui de l'armée. (…) Les GIA sont, je le rappelle, le prolongement des services de sécurité militaire.» Qu'on ne s'y méprenne pas, je ne reproche pas ici à monsieur le chef du gouvernement l'expression de son opinion. Abadan ! Surtout pas ici ! C'est juste que ce genre de déclarations, ça s'appelle faire de la politique, alors que lui, Brahimi, affirme s'être interdit d'en faire. Et Dieu sait qu'il en fait de la politique ! Comme dans cette déclaration datée de Londres, le 25 août 1999 et dans laquelle monsieur le chef du gouvernement écrit : «La crise politique a été aggravée par le coup d'Etat de janvier 1992 avec l'annulation des élections législatives, l'établissement de l'état d'urgence, le renforcement des mesures de répression (arrêtées par le décret du 30 septembre 1992, copie aggravée du décret du 14 août 1941 pris par le gouvernement de Vichy) (…) Depuis 1992, la violence est devenue une politique délibérée du régime.» Qu'est-ce cela, sinon de la politique ? Et c'est bien, c'est sain de faire de la politique. Faut juste le reconnaître, le dire et ne pas raconter, à quelques jours ou semaines de son retour, «je n'ai jamais fait de politique depuis mon départ». Car dans cette autre contribution, encore plus récente de monsieur le chef du gouvernement, il n'y a que de la politique. Il ne s'agit que de politique. Le 23 joumada premier 1423 H, correspondant au 3 août 2002, Abdelhamid Brahimi a lu une communication devant le congrès du FIS, un rassemblement intitulé «congrès du martyr Abdelkader Hachani». Il y a dit ceci : «Chers frères ! Nous ne devons pas attendre la chute du régime pour réfléchir sur la manière de résoudre nos problèmes. Nous devons étudier les solutions dès maintenant au lieu de repousser les échéances à demain. Il faut le faire vite, car la chute du régime dictatorial est une question de temps.» C'est de la politique. C'est même un appel politique à l'insurrection islamiste armée. Comme est également éminemment politique cette interview de monsieur Abdelhamid Brahimi accordée en novembre 2006 à la chaîne de télévision Al Hiwar émettant à partir de Londres, et dans laquelle il déclare ceci : «L'autonomie reste la meilleure solution pour la question du Sahara.» Affirmation précédée par une autre, dans le journal *Assabah* et dans laquelle monsieur le chef du gouvernement (il faut toujours et encore lui garder son titre, à vie) précise ceci : «Le problème du Sahara a été créé de toutes pièces par les généraux algériens hostiles à toute union du Maghreb arabe.» Voilà quelques exemples pris parmi des centaines des interventions de Abdelhamid Brahimi. Et vous comprenez maintenant ma perplexité, mon malaise même lorsque cet homme vient jurer aujourd'hui qu'il s'est interdit de faire de la politique. M'enfin ! La politique n'est pas taboue. Quand on en fait, il faut juste l'assumer. Que ce soit en exil. Ou à quelques jours de son retour au pays. Un pays où tous n'ont pas été lobotomisés et privés de la partie «mémoire» de leurs cerveaux. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.